

Nouvelles locales du vendredi 05 septembre 2014

@rib News, 05/09/2014 | Justice Les organisations de la société civile burundaise et des médias ont rendu visite ce vendredi au président de l'APRODH à l'hôpital BOUMELEC où il est hospitalisé depuis vendredi de la semaine dernière. Selon ces organisations, elles ont constaté que la santé de Pierre Claver Mbonimpa n'est pas bonne puisqu'il souffre d'une maladie chronique, le diabète, aggravée par l'hypertension et son âge avancé. Le président de l'OLUCOME qui s'exprime au nom de ces organisations estime que le président devrait être libéré provisoirement. Gabriel Rufyiri trouve par ailleurs étonnant le fait qu'une cinquantaine de policiers montent la garde à cet hôpital comme s'ils gardaient une personne accusée d'une infraction grave. Il demande au président de la République et à la justice de se concerter pour que Pierre Claver Mbonimpa soit relâché comme la loi le lui autorise.

Signalons que selon certaines informations, le procureur général près la Cour d'appel de Bujumbura aurait demandé que l'effectif de policiers autour de cet hôpital soit renforcé afin d'éviter une tentative d'évasion du président.

Ajoutons aussi que ceux qui étaient allés lui rendre visite portaient des tricots verts et blancs portant l'effigie de Mbonimpa et ayant des indications libellées ainsi : « Libérez le père des opprimés » ou encore « Hommage à Mbonimpa ». [rtr/isanganiro/rpa/bonesha] | Politique - Alors que la Commission Electorale Nationale Indépendante (CENI) commence ce vendredi des séances de consultation dans le but de mettre en place les Commissions Electorales Provinciales et Communales Indépendantes (CEPI et CECI), le parti Uprona considère cela comme une violation des principes généraux pour la tenue de bonnes élections en 2015. Selon le président de ce parti, est mentionné noir sur blanc dans ce document signé au mois de mai par tous les politiciens, les confessions religieuses et les organisations de la société civile que les acteurs politiques doivent être représentés dans les CEPI et les CECI. Le député Charles Nditije affirme que le point 7 de ces principes généraux annonce bien que la CENI doit assurer une représentation inclusive des politiciens et acteurs politiques lors de la préparation et la tenue des élections. Mais, le président de la CENI a déclaré ce jeudi que ces acteurs politiques ne sont reconnus nulle part par la loi en vigueur au Burundi. Le président du comité central du parti Uprona élu en 2009 demande plutôt le respect de la parole donnée et la reconnaissance des dirigeants du parti Uprona comme la cour suprême l'a annoncé dans son arrêt en la matière au mois de mars dernier. Il demande aussi à la CENI de faire preuve d'indépendance puis que selon lui, il semble qu'il y ait des ordres en provenance de quelque part. [isanganiro/rpa/bonesha]

- Une nouvelle coalition des partis politiques de l'opposition va bientôt voir le jour au Burundi. En effet, lors d'une conférence de presse animée ce vendredi par les représentants de 9 partis politiques divers, ils annoncent qu'ils veulent former une opposition participative. Le président du parti RADEBU précise qu'ils ne veulent pas travailler comme les autres partis politiques de l'opposition qui critiquent tout sans même donner des contributions constructives. Jean de Dieu Mutabazi annonce que cette coalition ne vient pas pour remplacer l'ADC-Ikibiri mais qu'elle va travailler avec elle sur terrain afin de chercher à convaincre l'électorat. En plus du RADEBU, le MSP, le KAZE-FDD, le PRP, le PMP, le RPB Ntorenganywe, le PL, le PROLINA et le FNL Iragi rya Gahutu font partie de cette coalition. En attendant qu'elle soit agréée pour que l'assemblée constituante élise les dirigeants, l'intérim sera assuré par Jean de Dieu Mutabazi, président du parti. Ce dernier n'a pas pourtant voulu donner la position de cette nouvelle alliance face à la question d'une probable candidature de Pierre Nkurunziza à la présidentielle de l'année prochaine. Il a seulement fait savoir que cette coalition ne se préoccupe pas des candidatures des autres formations politiques, mais qu'elle devra se prononcer sur ses propres candidatures le cas échéant. [rtr/rpa/isanganiro/rtr/bonesha/rtnb]

| Economie - La PARCEM interpelle le gouvernement du Burundi à faire un effort dans la lutte contre la pauvreté. Selon le président de cette association, le taux d'inflation est à 22% et le pouvoir d'achat de la population se trouve réduit à l'extrême. Faustin Ndikumana constate aussi que les exonérations sont à plus de 60 milliards dans cette première moitié de l'année 2014 alors qu'elles étaient estimées à 20 milliards seulement pour toute l'année. Il se demande ainsi à quel chiffre elles seront à la fin de l'année, qu'elles ont déjà fait un dépassement de 40 milliards par rapport aux prévisions. Il trouve par ailleurs que la dette intérieure s'est élevée à plus de 32% et constate que les ministères considérés comme les moteurs de la croissance économique ont des budgets réduits. Il cite ici l'agriculture et l'élevage, l'énergie, le développement et les investissements sans que les montants colossaux. Il demande ainsi aux autorités de ce pays à se battre essentiellement sur les secteurs productifs de l'économie nationale. Il a annoncé cela alors que la Banque du Burundi (BRB) vient de sortir le rapport sur sa politique monétaire. [rtr/rpa/isanganiro/bonesha/rtnb]

- Le syndicat général des commerçants du Burundi (SYGECO) demande aux commerçants victimes de l'incendie qui a ravagé le marché central de Bujumbura en janvier 2013 de répondre à l'appel de se faire inscrire lancé par la commission chargée de l'attribution des places au marché provisoire de COTEBU. Selon le président de ce syndicat, les commerçants devraient aussi exiger des représentants de cette commission. Audace Bizabishaka dit que les commerçants ne voient pas l'importance des inscriptions que qu'ils ont prises l'année dernière et estiment que même ses inscriptions peuvent ne pas aboutir à quelque chose. Il précise surtout que les commerçants n'ont pas du tout confiance en ces membres de cette commission que leur assemblée générale avait démis de leurs fonctions et trouve ainsi qu'aucune bonne chose n'est susceptible de ressortir de ces actions. [rpa/bonesha]